

## Situation économique et financière

*Résumé : le ralentissement de l'ensemble des activités économiques est perceptible. L'impact de la crise, encore difficile à mesurer, semble conséquent mais les indicateurs macro-économiques se maintiennent correctement pour le court-moyen terme.*

Pour l'heure, l'appréciation de la situation sanitaire reste imprécise car les statistiques concernant les cas avérés et les décès causés par Covid-19 ne sont pas actualisées depuis avril dernier et des annonces optimistes sont diffusées constamment alors que la réalité paraît nettement moins rassurante. Le confinement n'a jamais été envisagé pour préserver l'économie nationale et les relations avec les pays étrangers sont maintenues : contrôle aux frontières terrestres, réouverture de l'espace aérien le 18 mai.

L'impact de la crise sanitaire sur les activités courantes est perceptible.

La crise du Covid 19 n'aura pas épargné des secteurs clés comme l'agriculture (30% du PIB), le tourisme (4,3% du PIB en contribution directe) et l'hôtellerie-restauration. Pour autant, **l'approvisionnement des magasins** et des échoppes est assuré ; aucune pénurie n'est à signaler en dépit de certains réflexes de stockage. Les échanges commerciaux régionaux et internationaux sont ralentis vu les mesures de contrôle aux passages frontières mais la situation est satisfaisante sur le plan alimentaire, la Tanzanie étant en mesure d'assurer ses besoins, à court-moyen terme, pour ce qui concerne les produits de base (manioc, riz, fruits et légumes).

L'impact sur l'industrie du tourisme est particulièrement sévère à Zanzibar où l'exposition au tourisme est très forte et l'ensemble des établissements est touché. L'accueil des touristes étrangers y a été entièrement stoppé dès le début de la crise en Europe et les registres de réservation ne se remplissent toujours pas pour la prochaine saison. Au niveau fédéral, les recettes de devises étrangères via le tourisme seront donc en nette diminution pour 2020 (2,5 M visiteurs, 28% des recettes en 2019), alors que les réserves globales de change avaient atteint un niveau confortable de 5,53 MdUSD fin janvier 2020. Les **réserves de change** (en mois d'importation) passeraient de 5,2 à 3,7 en fin d'année fiscale 20/21 ; nettement réduites mais toujours soutenues par les exportations de minerais dont l'or.

Les autorités n'annoncent **aucun plan de sauvetage**. L'association des employeurs tanzaniens-ATE et les représentants du secteur privé-TPSF avaient demandé des exemptions de taxes pour les sociétés locales en proie à des difficultés de trésorerie et des reports de trois mois minimum. Le syndicat des professionnels du tourisme espère un plan de soutien. La question de

l'extension des délais de remboursement des emprunts bancaires pour les entreprises et les particuliers reste posée (moratoire de 3 mois évoqué).

### Les indicateurs macro-économiques résistent globalement.

**Les indicateurs macro-économiques majeurs restent satisfaisants mais les prévisions de croissance sont révisées à la baisse.** La croissance du PIB baisserait à 4% (2% selon le FMI), contre 6,3% en 2019. L'inflation est jugulée à 3,4% mais elle pourrait passer à 3,9% pour l'année en cours en dépit de la bonne tenue des approvisionnements en produits agro-alimentaires et des faibles cours mondiaux des produits pétroliers.

Le niveau de la dette ne pose toujours pas problème : 40% du PIB contre 38,1% en 2019, comparé aux 56% en moyenne pour l'Afrique sub-saharienne. Soucieux de gérer le risque de surendettement, considéré comme modéré avant la crise sanitaire, les autorités tanzaniennes évitent d'ailleurs de contracter des prêts proposés par les bailleurs internationaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie.

Dans la perspective de la présentation du **prochain budget national (11 juin au parlement)**, aucune suspension des grands chantiers d'infrastructures en cours n'est évoquée car ils demeurent prioritaires sur l'agenda politique du Président de la République. Des retards devront être rattrapés vu les mesures de prévention sanitaire imposées aux ouvriers et certaines restrictions seront imposées sur des projets mineurs (routes, événements, formation). Un soutien budgétaire global et des ressources additionnelles seront certainement nécessaires pour gérer la sortie de crise et couvrir les dépenses exceptionnelles, en dépit des prises de position politique actuelles (refus de prêts souverains). La gestion en cours des dépenses publiques vise à apurer une bonne partie des arriérés, tout en évitant d'en générer de nouveaux et en assurant la transparence sur les arriérés en cours. Officieusement, **le budget du ministère de l'énergie pourrait augmenter de 5%** pour l'exercice 2020-2021 et passer à 951MUSD, dont 98% dédiés aux projets de développement, le barrage Nyerere dit de Stiegler's Gorge représentant 66% de l'enveloppe ministérielle.

La **politique fiscale demeure inflexible** pour atteindre les objectifs 2020 et dépasser 44% de taux d'imposition total (taxes et cotisations) sur les bénéfiques. Cette posture touche sévèrement le secteur privé, subissant une baisse d'environ 40% de son volant d'affaires ; elle est justifiée par la baisse d'environ 20% des revenus de l'Etat et les futurs besoins de financement des grands travaux d'infrastructures et des programmes de services sociaux liés à l'éducation, la santé et l'accès à l'eau (objectifs qui seront vraisemblablement rappelés lors des élections présidentielles qui vont se tenir en octobre prochain).

**Le secteur financier** confirme sa bonne tenue grâce à la politique monétaire suivie par la Banque centrale de Tanzanie mais la question des prêts non performants reste à régler, même si la situation s'est légèrement améliorée. Afin de faciliter **l'accès au crédit bancaire**, dont les conditions sont très sévères pour les entreprises et les particuliers, la Banque centrale vient de réduire le taux de réserve obligatoire pour les banques commerciales (de 7 à 6% du montant des dépôts) mais cette mesure n'est pas encore suivie d'effet au profit des PME notamment.

**En 2020, le Tanzanian Shilling demeure relativement stable**, se négociant en moyenne à 2 303 TZS pour 1 USD contre 2 301 TZS/1 USD en février 2020. En mars 2020, les opérations de change sur le marché des changes interbancaire (IFEM) sont restées dynamiques du côté de la demande liée à l'importation saisonnière de certains biens. Les transactions se sont élevées à 48,7 MUSD contre 62,7 MUSD menées le mois précédent.

Enfin, le 3 juin, la Tanzanie a sollicité les bailleurs internationaux pour **bénéficiaire d'un moratoire sur la dette externe**, comme proposé en G20 par le Président Macron, au profit des pays africains les plus pauvres. En cas de réponse favorable, ce soutien financier permettra au pays de sécuriser certains programmes sociaux (santé en priorité) en sortie de crise sanitaire.

*Commentaires :*

*A ce jour, l'impact de la crise du Covid 19 est difficile à estimer. Les mesures de préservation de l'économie nationale semblent avoir été plutôt efficaces mais les acteurs du secteur informel (environ 3 millions de personnes pour les services qui représentent 17% de la population active) seraient nettement touchés, directement ou indirectement. Alors que la reprise progressive des activités économiques et commerciales mondiales est amorcée, le risque d'une sévère contraction de l'économie tanzanienne ne peut être écarté tant les perspectives restent incertaines.*

Philippe Galli